



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 17/06/2025

Reçu en préfecture le 17/06/2025

Publié le

ID : 062-286200027-20250612-2025_32-DE



DÉLIBÉRATION

2025/32

CREATION D'UN EMPLOI DE COLLABORATEUR DE CABINET

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Jeudi 12 Juin 2025 à 9 heures 30, à la Maison du Parc de la Loisine à BEUVRY, sous la présidence de Monsieur René HOCQ, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Madame Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Dominique DELECOURT, Délégué du Comité syndical du SIVOM de l'Artois – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES (*a donné pouvoir à M. Jean-Pierre SANSEN*) – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER (*a donné pouvoir à M. Dominique DELATTRE*) – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES (*a donné pouvoir à Mme Nadine LEFEBVRE*) – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES (*a donné pouvoir à M. Marc BOUTROY*) – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ (*a donné pouvoir à Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE*) – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA (*a donné pouvoir à M. Jean-Luc FAY*) – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART (*a donné pouvoir à M. René HOCQ*) – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE (*a donné pouvoir à M. Nicolas PICHONNIER*) – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 modifié, relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Monsieur le Président rappelle qu'un établissement public administratif employant moins de 200 agents est autorisé à créer un emploi de collaborateur de cabinet.

Il précise qu'un collaborateur de cabinet a principalement les missions suivantes :

- conseils de l'autorité territoriale ;
- élaboration et préparation des décisions à partir des analyses réalisées par les services et suivi des décisions prises par l'exécutif ;
- liaison entre les organes politiques, les services et les interlocuteurs externes ;
- veille institutionnelle et juridique.

Il indique que le cabinet, chargé de l'assister dans sa double responsabilité politique et administrative, n'a pas vocation à administrer lui-même les services administratifs, ce rôle étant dévolu au Directeur Général.

Il informe l'assemblée qu'il souhaite créer un emploi de collaborateur de cabinet pour l'assister dans la conduite des projets. Celui-ci sera recruté *intuitu personae* et lui sera directement rattaché. Il ne rendra compte qu'au Président qui décide des conditions et des modalités d'exécution du service qu'il accomplit auprès de lui.

Il précise que les fonctions de collaborateur de cabinet prennent fin au plus tard en même temps que le mandat de l'autorité territoriale qui l'a recruté.

Il expose que le collaborateur de cabinet sera recruté par contrat sur la base et dans les conditions prévues aux articles L 333-1 à 10 du Code général de la fonction publique.

Il indique qu'aucun recrutement de collaborateur de cabinet ne peut intervenir en l'absence de crédits disponibles au chapitre budgétaire et à l'article correspondant.

Il informe que la rémunération des collaborateurs de cabinet comprend le traitement indiciaire, et le cas échéant le supplément familial de traitement et le régime indemnitaire. Elle est fixée par l'autorité territoriale dans le respect des crédits disponibles et des plafonds fixés par la réglementation. Pour rappel, les emplois de collaborateurs de cabinet ne peuvent en aucun cas faire l'objet :

- d'un traitement indiciaire supérieur à 90% du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de l'établissement occupé par le fonctionnaire en activité (ou à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par le fonctionnaire en activité dans l'établissement) ;
- d'un régime indemnitaire supérieur à 90% du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de l'établissement et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel (ou du grade administratif de référence mentionné ci-dessus).

En cas de vacance dans l'emploi fonctionnel (ou dans le grade retenu), le collaborateur de cabinet conservera à titre personnel la rémunération fixée conformément aux dispositions qui précèdent.

Il propose de créer un emploi de collaborateur de cabinet à temps complet et d'inscrire au budget les crédits nécessaires pour permettre de le recruter.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *DECIDE* de créer un emploi de collaborateur de cabinet à temps complet à compter du 12 juin 2025 et d'autoriser le Président à signer les actes relatifs au recrutement ;
- *AUTORISE* l'inscription au budget des crédits nécessaires à son recrutement ;

- *PRECISE* que conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 précité, le montant des crédits sera déterminé de façon à ce que :
 - son traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90% du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction, le plus élevé de l'établissement, occupé par le fonctionnaire en activité ;
 - le montant de ses indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90% du montant maximum du régime indemnitaire institué par le Conseil d'Administration et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel.

Ainsi fait et délibéré en séance,
À BEUVRY, le 12 juin 2025

Le Président,

René HOCQ